

La France de retour au Moyen-Orient ?

Golfe

Posté par: Karim

Publiée le : 14/7/2008 11:13:40

Que le projet d'Union pour la Méditerranée, dont il fut le promoteur initial, se concrétise ou pas, le sommet qui lui a été consacré hier à Paris a offert à Nicolas Sarkozy une fenêtre d'opportunité pour tenter de replacer la France sur la scène politique moyen-orientale, sur laquelle elle a été absente en tant qu'acteur actif et écouté durant la présidence de son prédécesseur Jacques Chirac.

On peut penser qu'il est en train d'y parvenir, au constat qu'il a réussi d'abord à faire venir à Paris les principaux protagonistes des conflits que la région du Proche-Orient concentre. Le Président syrien, par exemple, n'aurait jamais consenti à faire ce déplacement avec Chirac à l'Élysée. Qu'il a fait ensuite se rencontrer en sa présence ce même président Bachar Al-Assad avec celui du Liban, Michel Seleiman, puis le président de l'Autorité palestinienne avec le Premier ministre israélien Ehud Olmert. Des rencontres dont l'organisation se veut la démonstration que la médiation et la facilitation de la France ne sont plus systématiquement récusées par les acteurs des conflits moyen-orientaux, comme cela l'était il n'y a pas longtemps.

Il faut toutefois relativiser la réalité du retour de la France dans le chaudron moyen-oriental. Le Président syrien, qui s'est prêté au jeu du Président français parce qu'il y engrange d'incontestables gains diplomatiques, a clairement fait comprendre que ce n'est pas de la France que son pays attend l'intervention et l'impulsion qui créeront les conditions à la conclusion d'un accord de paix entre la Syrie et Israël. Que la France soit maintenant en mesure de « parler » avec toutes les parties au Moyen-Orient, ne lui confère pas pour autant, selon Bachar Al-Assad, le poids pour peser sur la situation au Moyen-Orient, dont seuls les États-Unis disposent. Le Président palestinien et le Premier ministre israélien partagent cette vision des limites de la marge de manoeuvre et des capacités de la France à influencer avec quelque importance sur les événements moyen-orientaux. La majorité au Liban a, elle, grand intérêt à ce que la France revienne en force sur la scène régionale, même si le « pragmatisme » dont fait montre Sarkozy pour le réaliser se traduit par le « confortage » du régime syrien et sa réinsertion dans le concert international. Elle ne peut qu'être satisfaite que l'Élysée soit parvenu à obtenir de Bachar Al-Assad qu'il accepte que la Syrie ouvre une ambassade à Beyrouth. Sauf qu'en acceptant cette perspective, le Président syrien a clairement fait entendre que si son pays admet que la France a des intérêts historiques au Liban dont il reconnaît la réalité, il en a lui dans ce même pays qui ne sont pas discutables et que la Syrie est légitimement en droit de maintenir et de défendre. C'est sur ce deal que Français et Syriens se seraient entendus et rapprochés.

Le Président français réussira-t-il à garder cette position « d'équidistance » qu'il affiche entre les protagonistes des conflits moyen-orientaux ? Tant que la dynamique est pour l'heure au dialogue et à la négociation. La politique de l'équilibriste ne résistera certainement pas à la moindre conflagration dans la région.

Kharroubi Habib/ Quotidien d'Oran